

Brochure n° 3193

Convention collective nationale

IDCC : 1596. – **BÂTIMENT**
Ouvriers
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

IDCC : 1597. – **BÂTIMENT**
Ouvriers
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

ACCORD DU 22 OCTOBRE 2008
RELATIF AUX SALAIRES AU 1^{ER} OCTOBRE 2008
(PICARDIE)
NOR : *ASET0851298M*
IDCC : *1596, 1597*

Entre :

La fédération française du bâtiment de Picardie ;
La fédération Nord des SCOP BTP ;
L'union régionale CAPEB de Picardie,

D'une part, et

L'union régionale des syndicats FO de Picardie ;
L'union régionale CFDT de Picardie ;
L'union régionale CFTC de Picardie,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application des articles 12.8 et 12.9 des conventions collectives nationales du bâtiment du 8 octobre 1990 (étendues par arrêtés ministériels du 8 février 1991 et du 12 février 1991), concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 d'une part, par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 d'autre part, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment de la région Picardie.

Article 2

Pour la région Picardie, les parties signataires du présent accord ont fixé les barèmes des salaires minimaux des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :

(En euros.)

CATÉGORIE professionnelle	COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL MINIMAL pour 151,67 heures (35 heures hebdomadaires)	TAUX horaire minimal
Niveau I Ouvriers d'exécution - Position 1 - Position 2	150 170	1 327,11 1 349,86	8,75 8,90
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 395,36	9,20
Niveau III Compagnons professionnels - Position 1 - Position 2	210 230	1 462,10 1 566,75	9,64 10,33
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe - Position 1 - Position 2	250 270	1 671,40 1 780,61	11,02 11,74

Article 3

Le présent barème des salaires minimaux entrera en application au 1^{er} octobre 2008, pour une durée de 12 mois minimum.

Les salaires réels seront librement débattus au sein des entreprises.

Article 4

Conformément au code du travail, le présent accord, fait en 15 exemplaires, sera déposé auprès des services centraux du ministère chargé du travail et remis aux secrétariats-greffes des conseils de prud'hommes de Picardie.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité.

Fait à Amiens, le 22 octobre 2008.

(Suivent les signatures.)